

A l'attention de :

Mme Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne  
M. Frans Timmermans, Vice-président exécutif pour le Pacte vert européen  
Mme Stella Kyriakides, Commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire  
M. Janusz Wojciechowski, Commissaire à l'agriculture  
M. Virginijus Sinkevičius, Commissaire à l'environnement, aux océans et à la pêche

Lundi 21 mars 2022

**Lettre ouverte commune** : *Publication de la révision de la législation sur l'utilisation durable des pesticides, le 23 mars 2022.*

Chère présidente von der Leyen, Cher vice-président Timmermans, Chère et chers commissaires Kyriakides, Wojciechowski et Sinkevičius,

Ces dernières semaines, nous avons assisté à de nombreuses interventions publiques avec des messages alarmants selon lesquels la "sécurité alimentaire" de l'UE est en danger à cause de la guerre en Ukraine. Nous sommes conscients que la solidarité internationale est et sera nécessaire, mais la situation dans l'UE en matière de "sécurité alimentaire" et de "souveraineté alimentaire" est différente des messages que nous avons entendus ces dernières semaines.

Comme le souligne le think tank IDDRI<sup>1</sup>, *"ce qui est en jeu - du moins à court terme - n'est pas la "souveraineté alimentaire" de l'Europe. Il s'agit plutôt de la capacité de l'Europe à maintenir un secteur de l'élevage intensif, compétitif face à la concurrence internationale et capable de fournir aux consommateurs des produits animaux à faible coût"*.

Nous mettons en garde contre l'utilisation abusive de la situation actuelle pour faire avancer l'agenda politique de certains groupes de pression du secteur privé en ce qui concerne les engagements de l'UE en matière d'environnement et de santé en général et de pesticides en particulier.

Un nouveau rapport de Corporate Europe Observatory<sup>2</sup> fait la lumière sur les tactiques de lobbying utilisées par l'industrie des pesticides, et relayées par d'autres lobbies et acteurs politiques, pour saper et faire dérailler la stratégie "de la ferme à la table" de l'UE, qui comprend un objectif de réduction de 50 % de l'utilisation et des risques liés aux pesticides chimiques d'ici 2030. Cette attaque n'est pas nouvelle ; les mêmes acteurs ont tenté de faire dérailler la stratégie "de la ferme à la table" il y a deux ans, en utilisant la crise du Covid-19 comme excuse<sup>3</sup>.

La Commission devrait publier la proposition de révision de la directive sur l'utilisation durable des pesticides (SUD) le 23 mars. Le texte devrait inclure des objectifs de réduction juridiquement contraignants des risques et de l'utilisation des pesticides chimiques,

---

<sup>1</sup> <https://www.iddri.org/en/publications-and-events/blog-post/war-ukraine-and-food-security-what-are-implications-europe>

<sup>2</sup>

<https://corporateeurope.org/en/2022/03/loud-lobby-silent-spring>

<sup>3</sup> <https://corporateeurope.org/en/2020/04/dont-let-industrial-farming-and-corporate-lobbies-use-covid-19-crisis-defend-continued>

conformément à la stratégie "de la ferme à la table". La semaine dernière, le commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski, a demandé le report des réformes environnementales prévues. Il a également demandé que les agriculteurs européens ne soient pas soumis à de nouvelles obligations.

Rappelons que la SUD n'est pas un nouveau texte de loi : il date de 2009. Ses objectifs sont de promouvoir les alternatives non chimiques aux pesticides et de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation de pesticides chimiques. Selon cette directive, la lutte intégrée contre les ravageurs (LIP), qui consiste à n'utiliser des pesticides chimiques que si nécessaire, après avoir épuisé les méthodes préventives, physiques, biologiques ou autres méthodes non chimiques de lutte contre les ravageurs, est obligatoire pour les agriculteurs européens depuis 2014.

Toutefois, comme la Cour des comptes<sup>4</sup>, le Parlement européen<sup>5</sup> et la Commission européenne<sup>6</sup> <sup>7</sup> l'ont tous souligné, les États membres (EM) ont manqué à leurs obligations en ce qui concerne l'application de ces dispositions.

Le degré insuffisant de progrès dans la mise en œuvre de la SUD au cours de la dernière décennie, à la fois par les EM et au niveau des exploitations, est profondément troublant, tout comme le manque d'engagement des EM à fixer des objectifs ambitieux de réduction de l'utilisation et du risque des pesticides chimiques, et l'utilisation abusive de la guerre en Ukraine pour maintenir le statu quo.

En plus de cela, comme PAN-Europe l'a exposé<sup>8</sup>, les associations commerciales utilisent la situation politique actuelle pour demander une dérogation aux limites maximales de résidus (LMR) de l'UE pour les pesticides dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux importés. Cette dérogation permettrait aux produits de base qui ne sont pas conformes aux normes de sécurité de l'UE d'accéder au marché européen pendant six mois.

Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'il existe une multitude de raisons, notamment économiques et morales, pour lesquelles les décideurs politiques doivent de toute urgence protéger les citoyens et l'environnement et renoncer à l'utilisation de pesticides de synthèse :

- Des preuves scientifiques récentes montrent que l'exposition professionnelle aux pesticides a été liée à différents types de cancer, à la maladie de Parkinson, à des troubles cognitifs et à la santé respiratoire. L'exposition précoce des enfants aux pesticides dans l'utérus, par l'allaitement ou dans leur environnement a également été liée à certains types de cancer et de troubles du système nerveux<sup>9</sup>. Les personnes vivant à proximité de zones agricoles ou traitées aux pesticides peuvent également

---

<sup>4</sup> [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20\\_05/SR\\_Pesticides\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20_05/SR_Pesticides_EN.pdf)

<sup>5</sup> [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0082\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0082_EN.html)

<sup>6</sup> [https://ec.europa.eu/food/system/files/2017-10/pesticides\\_sup\\_report-overview\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/food/system/files/2017-10/pesticides_sup_report-overview_en.pdf)

<sup>7</sup> [https://ec.europa.eu/food/system/files/2020-05/pesticides\\_sud\\_report-act\\_2020\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/food/system/files/2020-05/pesticides_sud_report-act_2020_en.pdf)

<sup>8</sup> [https://www.pan-europe.info/sites/pan-europe.info/files/css/Press%20Release/Letter\\_shameless%20instrumentalisation%20by%20industry%20of%20the%20Ukrainian%20conflict%20to%20maintain%20double%20standards\\_M\[60932\].pdf](https://www.pan-europe.info/sites/pan-europe.info/files/css/Press%20Release/Letter_shameless%20instrumentalisation%20by%20industry%20of%20the%20Ukrainian%20conflict%20to%20maintain%20double%20standards_M[60932].pdf)

<sup>9</sup> <https://www.inserm.fr/wp-content/uploads/inserm-collective-expert-report-pesticides2021-executive-summary.pdf>

être affectées et les consommateurs sont exposés aux résidus de pesticides dans leur alimentation.

- Les preuves scientifiques de plus en plus nombreuses nous renseignent également sur les effets néfastes des pesticides et des cocktails chimiques sur tous les écosystèmes et sur la biodiversité. Une étude de l'ASC 2022 avertit que la pollution chimique a dépassé les limites de sécurité pour l'humanité, menaçant la stabilité des écosystèmes mondiaux dont la vie dépend<sup>10</sup>. Les scientifiques mettent également en garde contre les effets combinés de la pollution chimique et du changement climatique sur la biodiversité<sup>11</sup>.
- Les coûts estimés des pesticides chimiques sont bien plus élevés que leurs bénéfices. Les coûts sociétaux en Europe étaient estimés à 2,3 milliards d'euros en 2017, tandis que les bénéfices de l'industrie étaient estimés à 0,9 milliard d'euros la même année<sup>12</sup>.
- Il a été prouvé qu'il est possible de réduire considérablement l'utilisation des pesticides sans affecter les performances financières et productives des exploitations<sup>13</sup>. Une agriculture européenne fonctionnant selon les principes de l'agroécologie pourrait améliorer la contribution nette de l'UE à l'approvisionnement du marché mondial en calories et en protéines grâce à la réduction de la consommation de protéines animales et à la relocalisation de la production de protéines végétales<sup>14</sup>.
- L'exposition aux pesticides a des répercussions évidentes sur les droits de l'Homme. Comme l'a rappelé la semaine dernière Marcos Orellana, rapporteur spécial des Nations unies sur les substances toxiques et les droits de l'Homme, lors d'une conférence sur les pesticides qui s'est tenue à Bruxelles<sup>15</sup> : « *Tous ces impacts ont des effets négatifs sur la jouissance des droits de l'homme : le droit à la vie, à l'intégrité personnelle, le droit à l'eau, le droit à l'alimentation, le droit à la santé, le droit à un environnement sain, et aussi le droit à la science, étant donné le décalage entre les preuves scientifiques et les réponses réglementaires. La désinformation est devenue une activité lucrative pour de nombreuses entités* ».
- Les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux ont la responsabilité d'agir dans l'intérêt du public et non dans celui du secteur privé. Il convient de rappeler que 1,2 million de citoyens, via l'initiative citoyenne européenne (ICE) Save Bees and Farmers, ont demandé une réduction de 80 % des pesticides synthétiques d'ici 2030 et leur élimination complète d'ici 2035<sup>16</sup>.

---

<sup>10</sup> L. Persson et al., Environ. Sci. Technol. 56, 3, 1510-1521 (2022). DOI : 10.1021/acs.est.1c04158

<sup>11</sup> K. Groh et al., Environ. Sci. Technol. 56, 2, 707–710 (2022). DOI : 10.1021/acs.est.1c08399

<sup>12</sup> Bureau d'Analyse Sociétale d'Intérêt Collectif (Basic), Analyse de la création de valeur et des coûts cachés des pesticides de synthèse, (Basic, 2021). Available at : [https://lebasic.com/wp-content/uploads/2021/11/BASIC\\_Etude-Creation-de-Valeur-et-Couts-Societaux-Pesticides\\_20211125.pdf](https://lebasic.com/wp-content/uploads/2021/11/BASIC_Etude-Creation-de-Valeur-et-Couts-Societaux-Pesticides_20211125.pdf)

<sup>13</sup> Lechenet et al. (2017), Reducing pesticide use while preserving crop productivity and profitability on arable farms, Nature plants: <https://www.inrae.fr/en/news/reducing-pesticide-use-agriculture-without-lowering-productivity>

<sup>14</sup> Poux et al. (2018), An agroecological Europe in 2050: multifunctional agriculture for healthy eating. Findings from the Ten Years For Agroecology (TYFA). Iddri-ASCA: [www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201809-ST0918EN-tyfa.pdf](http://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201809-ST0918EN-tyfa.pdf)

<sup>15</sup> <https://eeb.org/exposure-to-pesticides-worldwide-has-clear-human-rights-implications/>

<sup>16</sup> <https://www.savebeesandfarmers.eu/eng/>

Par conséquent, nous demandons à la Commission de faire preuve de vision et de conviction morale en :

- Ne reportant pas la réforme si nécessaire de la SUD ;
- S'assurant que la réforme est suffisamment ambitieuse et contient des objectifs forts et juridiquement contraignants de réduction de l'utilisation et d'autres dispositions, conformément à la déclaration commune de la société civile sur la révision de la SUD<sup>17</sup> et en veillant à ce que les agriculteurs soient soutenus dans cette transition.
- Veiller à ce que toutes les normes de sécurité de l'UE en matière d'alimentation humaine et animale soient respectées ;
- Respecter son engagement envers les stratégies "De la ferme à la table" et "Biodiversité" et s'éloigner du modèle agricole actuel et de sa dépendance aux intrants externes.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués,

### **Organisations Internationales / Européennes :**

Jeremy Wates, Secretary General, EEB

Ariel Brunner, Head of Policy, BirdLife Europe and Central Asia Lili Balogh, President, Agroecology Europe

Martin Dermine, Policy officer, PAN Europe

Kim Ressar, Project Coordination Sustainable Recreation Planning, Naturefriends International (NFI)

Noa Simón Delso, BeeLife

Eric Gall, Deputy Director, IFOAM Organics Europe

Olga Kikou, Head of EU Office, Compassion in World Farming

Genon Jensen, Executive Director, Health and Environment Alliance

Floriana Cimmarusti, Secretary General, Safe Food Advocacy Europe (SAFE)

Matthias Wolfschmidt - International Strategy Director, foodwatch international

Mikhail Durkin, Executive Secretary, Coalition Clean Baltic

Eoin Dubsy, Senior Campaign Manager, SumOfUs

Sascha Gabizon, Executive Director, Women Engage for a Common Future WECF International

Nina Holland, researcher, Corporate Europe Observatory

Claire Robinson, director, GMWatch

Anaïs Berthier, Head of EU Affairs, ClientEarth

Marta Messa, Director, Slow Food Europe

---

<sup>17</sup> <https://www.slowfood.com/wp-content/uploads/2022/03/SUD-Joint-Statement.pdf>

## **Organisations Nationales :**

Koldo Hernández, Policy Officer in Ecologistas en Acción - Spain

Jos Ramaekers, chief policy officer, Natuurpunt - Belgium

François Veillerette, spokesman, Générations Futures - France

André Cicollela Président , Réseau Environnement Santé - France

Domantas Tracevičius, director, VšĮ "Žiedinė ekonomika" - Lithuania

Helmut Burtscher-Schaden, GLOBAL 2000 - Friends of the Earth Austria

Lorine Azoulai, porte-parole, Ingénieurs sans Frontières AgriSTA

Susanne Smolka, senior policy advisor, Pestizid Aktions-Netzwerk e.V. (PAN Germany) - Germany

Nicky Gabriëls, campaign and policy officer, Viva Salud - Belgium

Marc Fichers Nature et Progrès Belgique - Belgium

Karin Lexén, secretary-general, Swedish Society for Nature Conservation (SSNC) – Sweden

Jonas Jaccard, policy officer, SOS Faim - Belgium

Maureen Jorand, Head of food sovereignty and climate advocacy unit, CCFD-Terre Solidaire - France

Maria Staniszevska, Chairwoman Polish Ecological Club

Senka Šifkovič, policy officer, Umanotera, Slovenska fundacija za trajnostni razvoj

Fabian Holzheid, Political Director, Umweltinstitut München

Florian Schöne, Executive Director, Deutscher Naturschutzring - Germany

Benoit De Waegeneer, policy coordinator, SOS Faim - Belgium

Christian Pons, President, Union Nationale de l'Apiculture Française - France

Philip Kearney, Chair, An Taisce - the National Trust for Ireland.

Johanna Bär, Managing Director, Bündnis für eine enkeltaugliche Landwirtschaft e.V. - Germany

Annemarie Mohr, Office Director, Women Engage for a Common Future WECF e.V. Germany

Dr. Niels Kohlschütter, Executive Director, Schweisfurth Stiftung, Germany

Tjerk Dalhuisen, kernteam Voedsel Anders netwerk Nederland

Leif Miller, CEO, NABU - the German Nature Conservation Union, Germany

Julie Potier, Executive Director, Bio consom'acteurs, France

Thomas Radetzki, Executive Director, Aurelia Stiftung, Germany

Teo Wams, director Nature Conservation, Natuurmonumenten, Netherlands

Titia Wolterbeek, director De Vlinderstichting, chair SoortenNL, Netherlands

Arnaud Schwartz, president, France Nature Environnement, France

Marjolein Demmers, Executive Director, Natuur & Milieu, The Netherlands

Claus Ekman, director, Green Transition Denmark

**Organisations Régionales :**

Georges Cingal, General secretary, Federation SEPANSO Aquitaine

Sylvie Meekers, Executive Director, Inter Environnement Wallonie

Michel Besnard, president, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest